

C. G. T.



F. S. M.

BULLETIN CONFÉDÉRAL des Territoires d'Outre-Mer

213, RUE LAFAYETTE — PARIS-10°

SOMMAIRE

Les 18 mois, c'est l'oppression accrue, c'est la guerre pour les populations des territoires d'Outre-Mer	1	Le 4 ^e Congrès de l'Union des Syndicats de Dakar, des 16 et 17 septembre 1950	5
Une délégation nord-africaine revient d'U.R.S.S.	2	Les travailleurs unis sont invincibles	6
Le Congrès de l'Union départementale de la Martinique ..	3	La victoire est certaine	6
Le programme économique de la C.G.T.	4	Nouvelles des Unions de Syndicats	7
Les peuples coloniaux attachent une énorme importance au Deuxième Congrès Mondial de la Paix	5	Une belle lettre de notre camarade Dong-sy-Hua, ancien responsable syndical viet-namien aux N.-Hébrides..	8
		A travers le monde	8

LES 18 MOIS

C'EST L'OPPRESSION ACCRUE C'EST LA GUERRE

pour les populations des Territoires d'Outre-Mer

C'EST un vaste plan que le plan de guerre des impérialistes. Chaque jour en révèle de nouveaux aspects. Ils viennent de faire porter à 18 mois le service militaire.

N'oublions jamais que la guerre qu'ils préparent a pour but de renforcer leur oppression d'une part sur les peuples coloniaux et, d'autre part, sur la classe ouvrière des pays métropolitains et, enfin, d'étendre cette oppression aux peuples débarrassés des chaînes de l'exploitation.

Ce combat est international et c'est à chaque peuple de le mener dans son propre pays avec vigueur et courage pour pouvoir regarder ensuite sans honte son frère d'un autre pays.

En France, les travailleurs et tous les progressistes ont été placés depuis quelque temps en face de leur responsabilité. Ils ont tenu et tiennent leur place avec honneur. Ce n'est pas sans une dure bataille, qui n'est d'ailleurs pas terminée malgré le vote de la Chambre sur les 18 mois; le peuple, les conscrits et les soldats continuent à lutter.

D'ailleurs, sous la pression des masses, l'attitude de certains qui ont voté les 18 mois pourrait bien changer d'ici peu.

On s'est compté sur cette question, qui aura des répercussions non seulement pour les Français mais aussi pour l'avenir du monde: d'un côté le camp de la paix, de l'autre celui de la guerre.

L'ennemi qui veut diviser les hommes selon la couleur de leur peau dira et fera dire que les soldats recrutés en Afrique noire font déjà 3 ans, et qu'il n'y a, par conséquent, rien de changé pour eux. Cet argument cache les dangers que les 18 mois font courir aux peuples coloniaux :

1° Chacun sait que jamais les peuples coloniaux ne sont favorisés par rapport aux Métropolitains, donc il faut s'attendre à une aggravation du sort des soldats d'Outre-Mer, par exemple à ce qu'un plus grand nombre soit appelé sous les drapeaux ;

2° Les 18 mois permettront de renforcer les effectifs du

corps expéditionnaire en Indochine, voire en Corée. Cela se traduira par un plus grand nombre d'Algériens, de Marocains, de Malgaches et d'Africains dans ces guerres de rapines.

On n'a pas d'exemple de rapatriement, dans leur pays, de soldats du corps expéditionnaire originaires des T.O.M. La volonté des impérialistes est de les empêcher de retourner chez eux parler et dire la vérité.

Que va-t-on faire, à ce propos, des 18 prisonniers sénégalais libérés par le Viet-Nam ?

3° La loi prévoit que désormais les jeunes soldats français pourront être envoyés en Afrique noire, à Madagascar, etc., c'est donc le renforcement de la répression dans tous les pays coloniaux;

4° Les 18 mois ne sont pas, du point de vue Français, une nécessité de défense nationale. La France n'est menacée par personne sinon par les Etats-Unis qui, déjà, ont assuré leur mainmise sur le gouvernement. En outre, chacun sait qu'il suffit de 6 mois pour faire un soldat.

La vérité, c'est que les impérialistes exigent des gouvernants français qu'ils gonflent leurs effectifs pour attaquer l'Union Soviétique, la Chine libérée, continuer la guerre contre les peuples du Viet-Nam et de Corée.

C'est donc toute la politique de guerre et d'oppression qui est en cause. Les 18 mois, c'est pour mieux permettre aux impérialistes d'intervenir dans les affaires intérieures des peuples, pour maintenir le régime colonial, soutenir les fantoches à la Bao Daï, et augmenter la pression sur Madagascar, sur l'Algérie, le Maroc et l'Afrique Noire.

Nous resterons, quant à nous, irréductiblement dans le camp de la Paix et de la Liberté des peuples, dont notre grande F.S.M. est l'un des piliers, avec les peuples libérés et l'Union Soviétique, à qui les impérialistes ne pardonneront jamais d'avoir émané les anciennes colonies tzaristes.

A. TOLLET.

Une délégation Nord-Africaine revient d'U.R.S.S.

Dans ce bulletin, nous publions un article de notre camarade Merad Bachir, secrétaire de l'Union des Syndicats Confédérés d'Oranie, membre du Comité de Coordination des Syndicats Confédérés d'Algérie, rentrant d'Union Soviétique. Parmi les membres de la même délégation se trouvaient notamment Khiari Belhassen, secrétaire de l'Union Syndicale des travailleurs de Tunisie, dont nous ferons paraître un article dans le prochain bulletin, Boualem, secrétaire du Syndicat des dockers d'Oran, Zoubir Elbaz, secrétaire du Syndicat des ouvriers agricoles de la région de Bône, le docteur Sliman ben Sliman, etc...

Nous donnons ci-après des extraits d'une déclaration signée de tous les membres de la délégation :

La délégation Nord-Africaine, composée d'Algériens et de Tunisiens, d'origines ethniques différentes, et représentant diverses tendances politiques, en voyage d'étude en Union Soviétique,

Affirme avec force que les visites qu'elle a effectuées, les contacts qu'elle a eus avec les citoyens soviétiques, ont été faits sur sa propre demande et en toute liberté.

Elle exprime sa grande admiration pour les réalisations soviétiques dans tous les domaines : politique, social et culturel,

Représentant des peuples coloniaux, en visitant une ancienne colonie tsariste, l'Ouzbékistan, où le problème

national et des langues a été résolu d'une façon magistrale, elle a pu constater que l'U.R.S.S. est une grande famille de peuples libres où chacun a gardé ses traditions sa culture, sa langue et tout ce qui lui est propre.

Lors de sa visite dans les usines, dans les kolkhozes, dans les Pares de Culture et de Repos, dans les camps de pionniers à Stalingrad et ailleurs, elle s'est rendu compte que le gouvernement soviétique, dans toutes ses propositions de paix, et dans ses actes, exprimait bien l'ardent désir de paix de tous les citoyens soviétiques, qui ne veulent pas d'une nouvelle guerre.

JE REVIENS D'OUZBEKISTAN

par MERAD BACHIR,

Secrétaire de l'Union des Syndicats d'Oranie.

Le travailleur en U.R.S.S. est un capital humain très précieux et de ce fait il peut produire un travail propre et très avancé en quantité, aider au développement de son pays.

J'ai eu l'occasion de visiter plusieurs usines: Combinat de la viande; Usine de voitures Staline, à Moscou; Usine de tracteurs, à Stalingrad; Usine de Textile, à Tachkent, en Ouzbekistan (ancienne colonie tsariste). La méthode de travail est la même et la situation du travailleur est exactement pareille, que ce soit à Moscou, dans les environs ou dans les républiques autonomes. Ce qui n'est pas la même chose dans les colonies françaises, où le travail diffère selon la force de l'unité ouvrière et la localité.

Comme je l'écris au commencement de cet article, la sécurité de l'ouvrier est sérieusement préservée, ainsi, pas de fatigue ou de difficultés dans le travail. On a pu remarquer dans l'usine de textile de Tachkent qu'une ouvrière surveille la marche de 80 métiers dans un enthousiasme formidable, alors

BENEFICES DES TRUSTS CAPITALISTES

La C.F.A.O. a réalisé en 1949 environ 366 millions de bénéfices nets avoués contre 254 millions en 1948; elle a donc augmenté ses profits (officiels) de près de moitié.

Ce n'est pas un cas isolé: pour l'ensemble de l'Afrique dite «française», les bénéfices nets avoués d'un lot de 35 sociétés sont passés de 2.583 millions en 1948 à 3.436 millions en 1949, augmentant à peu près dans la même proportion.

Bien entendu, les vrais bénéfices sont encore bien plus élevés, une partie étant camouflée.

Pendant ce temps, les salaires des travailleurs africains n'ont été augmentés — lorsqu'ils l'ont été — que dans une proportion insignifiante, alors que le coût de la vie ne cesse de monter !

que chez nous — en Algérie — l'ouvrier éprouve des difficultés à s'occuper de 3 métiers, du fait de ses mauvaises conditions de travail et de l'état de sous-alimentation constant auquel il se trouve soumis. Aussi le résultat de la production n'est pas le même: la première travaille pour son pays, pour elle-même, puisque c'est elle qui gère le pays; le deuxième travaille pour un exploitateur dont les appétits sont sans limite.

Tout est mécanisé dans les usines soviétiques. Toutes les études sont de plus en plus approfondies afin d'éviter des gestes supplémentaires ou des prises de fardeaux par les bras des travailleurs. Ils voient le produit de leur travail (autos, tracteurs, tissus, viandes) sortir terminé comme une source qui donne de l'eau sans arrêt.

Dans les usines, on voit le sourire aux lèvres, des ouvriers — des corps bien formés, ni chétifs, ni malades.

A côté des travailleurs soviétiques n'existent pas des gardes-chiourmes comme dans les usines de France et encore pire dans les colonies. L'ouvrier soviétique travaille librement, sans recevoir ni observations ni brimades de qui que ce soit. Mais après le travail, en cours de semaine, il y a des réunions où la critique et l'autocritique du travail sont faites. Aussi peut-on voir des ouvriers d'une catégorie inférieure critiquer celui qui est classé plus haut que lui; voir aussi le chef d'atelier faire son auto-critique et ainsi perfectionner la formation professionnelle de tous les ouvriers dans la camaraderie et non dans la haine d'un inférieur envers son supérieur et vice-versa.

Le citoyen soviétique, homme ou femme, a la possibilité d'accéder à tous les échelons du travail. Ainsi on a pu remarquer que le directeur de l'usine textile de TACHKENT, qui est Ouzbek et qui s'appelle MIRZO MAHMOUD MOUSSA, avait commencé dans l'usine comme simple ouvrier. Actuellement il dirige l'usine qui compte de nombreux ateliers et plus de 10.000 ouvriers. Ailleurs, c'est une femme, et ainsi il y aurait des livres à remplir où on pourrait inscrire les noms de simples travailleurs ayant accédé aux plus hautes fonctions.

La santé de l'ouvrier soviétique est suivie au jour le jour.

Aussi, dans toutes les usines y a-t-il des docteurs en permanence, des infirmiers par groupe d'ouvriers, des polycliniques par atelier et des hôpitaux par usine.

Nous avons été surpris quand nous avons vu, de nos propres yeux, que pour les 10.000 ouvriers de l'usine de TACHKENT 160 médecins travaillent en permanence dans les différents services et s'occupent aussi des familles des ouvriers.

Dans cette usine existe une clinique de nuit. Lorsque l'ouvrier est un peu fatigué mais sans besoin d'arrêter son travail, il peut, pendant toute la durée de sa fatigue, passer les nuits dans cette clinique où il est traité par des médecins-infirmiers qui lui font suivre un régime. Cela démontre que l'ouvrier a tout pour lui : bien-être, soins et liberté.

En dehors de son travail, l'ouvrier soviétique peut se distraire dans le Palais de culture de l'usine, géré par le syndicat. Dans ce Palais, il trouve tout. Par exemple, dans le Palais de Culture de l'usine STALINE, on compte : 45 cercles différents, plus 51 cercles dans les ateliers de l'usine. Dans ces cercles, on apprend à écrire, la technique du métier de métallurgiste, la musique, le chant, la danse, la littérature, l'art théâtral, la peinture, etc... Pour les enfants, il y a 43 cercles auxquels participent 1.500 enfants. Ils ont plus de 100.000 livres dans leur bibliothèque et celle des ouvriers comprend 147.000 livres sans compter qu'ils peuvent disposer des

livres de la Bibliothèque Nationale de LENINE, où il y a 13 millions de livres.

L'ouvrier soviétique peut développer son savoir professionnel dans les différentes écoles qui sont à sa disposition. Il y a des écoles qui dépendent de l'usine et d'autres qui dépendent directement de l'Etat. C'est-à-dire qu'il peut s'éduquer professionnellement, soit en suivant les cours du soir, soit par correspondance, soit en étant désigné par le syndicat pour suivre des cours dans l'école pendant un stage bien déterminé, sans venir travailler à l'usine.

C'est par ce système que l'ouvrier soviétique peut accéder à tous les degrés du travail, alors que le manoeuvre algérien est condamné à rester la majeure partie de son temps manoeuvre.

En dehors de ce qu'apporte l'usine dans sa vie, l'ouvrier soviétique peut aller au cinéma, au théâtre, au stade, car son salaire lui permet de vivre et de se distraire. Sur ce qu'il touche, l'ouvrier soviétique peut économiser près de 25 % par mois. Aussi on a pu remarquer des foules interminables devant les cinémas, les théâtres et les stades. A Moscou, il y a 51 grands cinémas et 29 théâtres. Le stade Dynamo peut contenir plus de 100.000 spectateurs.

Voilà ce que nous avons vu au pays du socialisme où tous les peuples sont unis pour la prospérité de leur pays et où tous travaillent dans la Paix et défendent la Paix.

LE CONGRÈS de l'Union départementale de la Martinique

Nos camarades martiniquais ont tenu leur Congrès statutaire à Fort-de-France les 26 et 27 août derniers. Ces assises ont revêtu un très grande importance pour le mouvement syndical de l'île.

On peut dire, en effet, que la classe ouvrière de la Martinique, comme d'ailleurs celle de la Guadeloupe et de la Réunion, connaît une situation difficile du fait de la politique générale de préparation à la guerre imposée par les milliardaires américains. Les divers gouvernements français qui se succèdent depuis 1947 ont saboté puis modifié l'orientation du « Plan d'équipement » qui aurait pu aider ces îles lointaines à surmonter leurs difficultés économiques. Rien donc n'a été fait pour parer à la crise inéluctable qui se précise déjà et qui est causée essentiellement par le fait que la quasi totalité de leur économie est basée sur la seule culture de la canne à sucre et sur l'exportation vers la France du sucre et du rhum, vendus à un prix plus élevé que partout ailleurs.

Devant la menace de la concurrence américaine et d'une chute des prix, les 12 usiniers qui sont en même temps les gros propriétaires fonciers possesseurs de 60 % des terres cultivées, ceux que l'on désigne sous le nom de « Békés », ont entrepris de baisser systématiquement leurs salaires, ils mécanisent leurs entreprises et dans certaines « exploitations » deux hommes suffisent aujourd'hui à faire un travail qui en exigeait auparavant 81. Et partout, les « Békés » licencient les ouvriers. Le chômage atteint des proportions effrayantes dans une île aux dimensions réduites où n'existe actuellement aucune possibilité de trouver un autre travail, où l'on n'a même pas institué une indemnité pour les sans-travail.

Le Patronat et l'Administration comptaient sur la faim et sur les C.R.S. pour en finir définitivement avec les courageux travailleurs martiniquais. Ils se réjouissaient déjà d'une victoire qu'ils croyaient acquise. Le Congrès de l'U.D. leur donnera à réfléchir.

Nos camarades, pendant deux jours, ont étudié très

sérieusement la situation dans tous ses détails. Ils ont pris leurs dispositions pour engager une lutte sans merci contre les bas salaires, contre le chômage. Le Congrès a proclamé que cette lutte sera victorieuse si elle est menée dans l'unité totale des travailleurs martiniquais appuyés par l'ensemble de la population laborieuse. Tous les Martiniquais sont, en effet, d'accord pour exiger l'ouverture de grands travaux pacifiques qui profiteraient à tous et donneraient du travail aux chômeurs. Ils sont tous décidés aussi à lutter pour l'égalité des droits qui, malgré la loi de départementalisation, n'est pas encore réalisée. La lutte pour la Sécurité sociale (prestations familiales, prestations maladie), pour une législation sur les accidents du travail est une revendication sur laquelle nos camarades sont décidés à unir les plus larges masses, depuis les fonctionnaires jusqu'aux ouvriers agricoles, aux artisans, aux petits paysans.

Une autre base de large union est constituée aussi par le passage de la motion votée par le Congrès concernant la crise du logement, il s'agit d'un problème extrêmement grave qui touche toutes les couches de la population.

Enfin, les Congressistes ont affirmé que le sort des travailleurs martiniquais ne sera réellement amélioré, que par l'abolition du régime colonial et ceci ne pourra se faire que dans le cadre d'une politique de Paix. Conscients des dangers mortels que fait courir à leur île l'installation d'une base stratégique américaine, ils réprouvent tous les actes d'agression, « notamment l'agression contre le peuple coréen » et « se déclarent solidaires avec les organisations démocratiques dans leur action contre la guerre ». Ils donnent leur adhésion à l'appel de Stockholm et ont pris des mesures pour le faire signer par des milliers de travailleurs martiniquais.

Le Congrès a désigné une direction syndicale homogène qui, sans aucun doute, pourra mener les travailleurs de la Martinique vers des victoires importantes contre les « Békés » et contre l'Administration colonialiste.

G. DONNAT

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DE LA C. G. T.

Le Comité Confédéral National de la C.G.T. s'est réuni les 11 et 12 octobre ; il a adopté un « PROGRAMME ÉCONOMIQUE DE PAIX, D'INDÉPENDANCE NATIONALE ET DE PROGRES SOCIAL, dont nous extrayons le passage relatif aux pays d'Outre-Mer :

Aider au développement économique et social des pays d'Outre-Mer

Dans ce domaine également, la C.G.T. se prononce pour le retour aux objectifs du premier plan de modernisation et d'équipement, mais sous réserve que ces objectifs soient précisés pour chaque pays d'outre-mer par des représentants authentiques des populations autochtones. Sur ces bases, une France démocratique se devrait d'offrir son concours technique, industriel et financier

aux pays d'outre-mer en vue de la réalisation des travaux et des équipements qui leur permettraient de sortir de l'état économique et social arriéré qu'implique l'exploitation colonialiste.

Un tel concours créerait les conditions d'une collaboration amicale avec les peuples de ces pays dans le respect de l'indépendance nationale de chacun d'eux.

Le plan d'équipement des pays d'Outre-Mer

Le Conseil Economique vient d'en discuter; le groupe C.G.T. a dénoncé l'insuffisance des crédits pour la santé et l'enseignement; il a montré qu'en réalité le plan servait à organiser l'exploitation des pays d'Outre-Mer dans le seul intérêt des trusts métropolitains; il a rappelé le mot de M. Schuman offrant « en dot » le marché africain, soi-disant à l'Europe, en fait à l'Allemagne et à l'Amérique; enfin il a dénoncé l'utilisation du Plan pour la préparation à la guerre.

Notre camarade Razakarivony a donné quelques exemples de cette politique en ce qui concerne Madagascar.

« Dans la région de l'Alaotra », a-t-il dit, « des aménagements hydrauliques importants ont été faits au profit de la grande colonisation européenne. Il en est de même dans la vallée de la Betsiboka à Marovoay ainsi que dans la plaine de la Mahabavy, où de bonnes terres favorables aux cultures vivrières sont sacrifiées à la culture de la canne à sucre et où se construit une usine fabriquant du sucre pour l'exportation, donc ne profitant pas au peuple malgache.

« Le F.I.D.E.S. a accordé un important crédit de 750 millions à cette société sucrière, alors que, par exemple, les habitants d'Ambohitrinanjaka (à 12 km de Tananarive) et ceux de nombreux autres villages ont vainement adressé des pétitions à l'Autorité locale pour demander la construction d'un petit barrage qui alimenterait en eau leurs rizières.

« L'administration locale n'est cependant pas sans savoir que ces localités produisent, tous les ans, plusieurs centaines de tonnes de riz et c'est pour cette raison que, du temps du gouvernement malgache, elles portèrent la dénomination de « Greniers de l'Imerina ».

« Le Haut-Commissaire Barges », a poursuivi notre camarade, « vient de déclarer que « sur la seule artère Diégo-Suarez-Majunga, 13 ponts sur 20 sont en construction. Et il a précisé que c'est « la route stratégique de l'Ouest ». De telles paroles ne sont pas faites pour nous rassurer sur l'emploi des fonds destinés au Plan d'équipement.

« En effet, si l'on examine la carte de Madagascar, on s'apercevra tout de suite que cette route n'a aucun intérêt économique, parce que les transports des marchandises se faisaient et se feront toujours par voie maritime dans ces régions qui bordent la mer.

« Bien entendu, les Malgaches veulent des ponts et des routes pour écouler leurs produits qui ont véritablement un intérêt économique, mais ils ne désirent pas voir engagées des dépenses énormes à des fins militaires, car ils ont déjà trop souffert de la dernière guerre. Ils ne veulent pas voir leurs villes et leurs cultures détruites, après avoir perdu, lors des événements sanglants de 1947, plus 90.000 de leurs compatriotes.

« Le F.I.D.E.S. doit financer le Plan de Modernisation et d'Equipement pour la construction des écoles, des hôpitaux, pour former des médecins et des instituteurs, qui combattront les maladies qui déciment le peuple malgache, lutteront contre l'analphabétisme et enfin pour intensifier les cultures vivrières, notamment le riz, et donner un grand essor à l'élevage.

En conclusion, le Conseil Economique a demandé, à l'unanimité des 143 votants, le retour aux buts du Plan, tels qu'ils étaient définis par la loi du 30 avril 1946, c'est-à-dire :

1° Par priorité, la satisfaction des besoins des populations autochtones et la généralisation des conditions les plus favorables à leur progrès social;

2° La reconstitution et le développement de l'économie de l'Union Française.

Ce serait, bien entendu, une erreur de croire que ce vote suffira à changer les choses; il permettra toutefois aux travailleurs d'Outre-Mer de dénoncer plus efficacement l'utilisation actuellement faite du Plan pour les exploiter et les pousser à la guerre, il les aidera à lutter pour que le plan serve à les instruire, à les soigner, à améliorer leur alimentation et, d'une façon générale, à leur faire une vie meilleure.

Les peuples coloniaux attachent une énorme importance au Deuxième Congrès Mondial de la Paix

L'appel lancé de Prague par le Comité Mondial des Partisans de la Paix a eu un profond retentissement dans les pays coloniaux. C'est que, par le régime même qu'ils subissent, les peuples de ces pays sont victimes de « l'agression » et de « l'intervention armée de l'étranger » dans leurs propres affaires.

Aussi, les adhésions au Deuxième Congrès Mondial ont-elles afflué de toutes parts !

De nombreux dirigeants syndicaux : Abdoulaye Diallo, du Soudan, vice-président de la F.S.M., Benis-maïel, d'Alger, Touré Sékou, de Guinée, Gueye Abbas, de Dakar, Marouz Benamar, Ben Tabet Hamed, Pertusa Maurice, d'Oran, etc., devaient se rendre à Sheffield; devant le refus du Gouvernement anglais de laisser entrer la plupart des délégués, le Congrès doit se tenir à partir du 16 à Varsovie; nous reviendrons sur la signification de cette interdiction.

Les délégués algériens notamment, apporteront au Congrès la flamme héroïque des dockers d'Alger qui, comme leurs frères d'Oran en février dernier, viennent par deux fois, les 6 et 9 novembre, de refuser de décharger des tanks.

Le 4^e Congrès de l'Union des Syndicats de Dakar, des 16 et 17 septembre 1950

Voici quelques extraits des importantes résolutions votées par le Congrès.

1. LES TACHES DE L'UNION DANS LA LUTTE POUR L'UNITE SYNDICALE ET LES REVENDICATIONS.

Après avoir examiné la question de l'activité de l'Union dans la lutte pour l'unité syndicale et la défense des revendications contre les manœuvres de division de l'Administration et la besogne scissionniste de F. O., prolongement de l'internationalisme jaune, le Congrès stigmatise les chefs internationaux de cette organisation, les dirigeants syndicaux réactionnaires de F. O., les Jouhaux, Bouzanquet et coiteurs, ainsi que leurs agents africains ouvertement liés aux exploiters colonialistes, cyniquement décidés à accentuer la servitude des travailleurs.

Il appelle toutes les organisations syndicales, membres de l'Union, à réaliser une large unité des travailleurs pour liquider définitivement toute tentative de scission...

Il souligne que pour démasquer la poignée des dirigeants de F. O. qui ont trahi les intérêts des travailleurs africains, il est indispensable de poser la lutte pour l'unité, non dans les stériles réunions bureaucratiques, mais devant les masses, sur la base de leur lieu de travail...

... Le Congrès de l'Union des Syndicats Confédérés de Dakar réaffirme son indéfectible attachement à la C. G. T., la grande organisation réellement représentative de l'écrasante majorité des travailleurs de la Métropole, son alliance inaltérable avec la classe ouvrière française dans leur lutte comme contre les exploiters communs.

Le Congrès affirme sa solidarité avec tous les travailleurs groupés sous la bannière de la Fédération Syndicale Mondiale et qui, sous toutes les latitudes et dans des formes diverses, mènent le même combat pour le pain, la paix et la liberté.

2. L'ACTIVITE ET LES TACHES DE L'UNION DANS LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION ET LA GUERRE, POUR LA DEFENSE DE LA PAIX.

Le Congrès constate que depuis le Congrès Mondial des Partisans de la Paix, tenu à Paris, les forces du camp démocratique se sont considérablement renforcées. Mais qu'affolés et pris à la gorge par une crise économique sans précédent qui menace leurs privilèges, les impérialistes, pour maintenir leur domination, passent des préparatifs de guerre aux actes d'agression directe.

Considérant que l'avenir de l'humanité serait gravement compromis par une troisième guerre mondiale, le Congrès décide d'assigner comme tâche essentielle aux syndicats, le renforcement de la lutte pour la paix, pour l'interdiction de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations et de toute autre arme similaire, déjà créée, susceptible d'être créée, pour la réduction générale et contrôlée des armements, contre toute agression et toute propagande belliciste.

Il insiste sur la nécessité d'accroître la campagne de masse pour la signature de l'Appel de Stockholm et de constituer des Comités de défense de la paix sur la base des entreprises, des chantiers, des bureaux et des écoles.

Le Congrès appelle les organisations syndicales à participer activement au renforcement du Comité Mondial des Partisans de la Paix et de la Liberté qui doit devenir un puissant mouvement de masse traduisant la ferme volonté de paix de nos populations...

Il proteste contre la condamnation d'emprisonnement arbitraire des militants syndicalistes et démocratiques, coupables d'avoir défendu les intérêts vitaux des travailleurs, la paix et la liberté.

Le Congrès invite le bureau de l'Union à préparer activement, en accord avec les syndicats, le deuxième Congrès Mondial qui se tiendra en Grande-Bretagne, du 13 au 19 novembre 1950, par les assemblées générales aux termes desquelles une délégation sera désignée.

3. LES TACHES D'ORGANISATION.

Le Congrès décide :

a) qu'il soit nommée parmi les membres de la C.A. une commission d'éducation syndicale composée de deux au moins et de cinq membres au plus, chargés de donner des cours d'éducation syndicale aux délégués désignés par les groupements syndicaux. Ces cours seront faits suivant les principes de la F.S.M. et de la C.G.T.

b) de rompre définitivement avec l'actuelle structure syndicale qui organise des syndicats par cadre, et d'adopter la structure qui consiste à organiser des syndicats par service ou entreprise.

c) de désigner parmi les membres de la C.A. une commission de propagande et de presse dont les membres seront chargés de diffuser la presse de la C.G.T. et de maintenir au sein de l'Union et de la C.G.T. le plus de masse possible.

d) que les syndicats, membres de l'Union, fassent leur commande de matériel par l'intermédiaire de l'Union...

... g) de mener une campagne de placement de cartes pour redresser la situation financière de l'Union.

Les travailleurs unis sont invincibles

Nous avons pensé qu'il serait très utile pour nos camarades de leur donner l'exemple concret d'un redressement opéré dans une entreprise, en France. Il est évident que la lutte menée par nos camarades français se place dans un cadre bien différent de celui que connaissent nos camarades des pays d'Outre-Mer et qu'il ne peut pas être question pour eux d'adopter toutes les méthodes utilisées en France.

Néanmoins, nos camarades pourront voir quels enseignements il est possible d'en tirer. Nous avons donc demandé à Henri Beaumont, l'un des dirigeants de la grande Fédération des Métallos, de vous parler de la lutte des ouvriers de la « Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est », à Marignane.

Les travailleurs de la S.N.C.A.S.E. de Marignane avaient, au cours d'une réunion de tout le personnel, tenue en février 1949, déclaré leur volonté de ne pas fabriquer du matériel de guerre.

Le gouvernement et la direction de l'usine, mis en rage par une telle position, ont naturellement employé contre les travailleurs de la S.N.C.A.S.E. toutes les méthodes habituelles afin d'essayer de les « mettre à la raison ».

Répression, traduction des militants devant les tribunaux, enquêtes policières, division des travailleurs; mais toutes ces mesures n'arrivèrent pas à arrêter le courant de protestation qui, sous différentes formes, continuait et même s'amplifiait.

Il fallait donc frapper fort, et frapper plus particulièrement l'organisation cégétiste qui se trouvait, comme il se doit, à la tête de ce combat pour la Paix.

Le 30 janvier 1950, prenant prétexte d'un rassemblement des travailleurs de l'usine qui protestaient, d'une part contre les heures supplémentaires que l'on voulait imposer, et d'autre part, réclamaient que satisfaction soit donnée à leurs revendications légitimes, sans aucun avertissement, plusieurs cars de C.R.S. arrivèrent à l'usine. Les brutes, sauvagement, matraquèrent les ouvriers et les mensuels réunis, blessant assez sérieusement plusieurs d'entre eux.

Le lendemain l'usine était lockoutée ! La reprise s'effectua pas convocation individuelle. Par cette opération, 100 travailleurs furent licenciés, tous cégétistes.

Parmi ceux-ci, les membres du Comité d'entreprise, les délégués du personnel, la direction syndicale et l'administrateur représentant le personnel.

Un séquestre fut désigné pour diriger le Comité d'entreprise et gérer ses œuvres sociales.

Le gouvernement et la direction croyaient ainsi avoir réglé les conditions leur permettant de faire en toute tranquillité leur sale travail.

C'était compter sans la compréhension des travailleurs et leur combativité.

En même temps qu'ils menèrent la lutte, sous la direction du syndicat et de l'Union Départementale, ceux-ci préparèrent dans l'usine un Congrès extraordinaire; les 120 délégués à ce Congrès furent désignés démocratiquement dans les ateliers et les bureaux; à l'issue de celui-ci, une nouvelle direction fut élue, chargée d'appliquer les décisions prises à l'unanimité.

Depuis, les élections ont eu lieu pour les délégués du personnel. La C.G.T. a obtenu 76 % des voix.

Pour les délégués au Comité d'entreprise, elle a 7 délégués sur 10.

Des Comités d'unité d'action ont été constitués, et se constituent dans plusieurs ateliers groupant tous les travailleurs d'accord sur un programme.

Des revendications sont arrachées et, aussi comme l'écrivait dans une lettre qu'il nous adressait récemment le nouveau secrétaire syndical, « la C.G.T. est maintenant plus puissante et elle a beaucoup plus d'influence qu'avant les événements du 30 janvier dans notre entreprise ».

C'est parce que nos camarades de la S.N.C.A.S.E. ne se sont pas découragés, c'est parce qu'ils ont su faire front à l'attaque de l'adversaire en s'appuyant sur la masse des travailleurs et en faisant confiance à ceux-ci, qu'ils ont obtenu cette victoire.

Elle n'est pas la seule, mais elle sert d'exemple pour démontrer que l'unité des travailleurs, alliée à leur combativité, est invincible et c'est pourquoi finalement les adversaires de toutes espèces se casseront les dents.

Henri BEAUMONT,

Membre du C.E.F. de la Fédération des Métallos.

LA VICTOIRE EST CERTAINE...

De la prison où les calomniateurs l'ont enfermé à Dakar, notre ami Doudou Gueye, vice-président du R.D.A., écrit à un de ses camarades de France la magnifique lettre dont voici des extraits :

« ...Merci pour ta lettre si fraternelle. Tu ne peux pas te rendre compte de l'effet que produit une lettre qui rentre au fond d'une chambre de prison.

Elle a été pour moi le message de tous mes amis de France, de toute la classe ouvrière de France, de ses alliés, de tous ces hommes magnifiques dans la lutte. La solidarité qui nous lie dans la lutte n'est vraiment pas un vain mot. Nos adversaires ont raison d'avoir peur et de rager. Lorsque de Dakar, de Bassam, de Corée, de Saïgon, de Madagascar, tous les exploités se donnent la main, les malpropres qu'ils sont, ont raison d'avoir peur. Notre ronde est celle de la jeunesse, la ronde qui prépare des « lendemains qui chantent »...

— L'acquiescement des combattants de la Paix de Roanne, quelle victoire ! Du fond de ma prison, c'est un gage de plus — si besoin était — de la certitude de notre victoire. Dans le calme, j'embrasse avec lucidité l'ensemble des événements internationaux. Ils sont foutus, les impérialistes ! Et je pense à ce que sera le monde, sans ces vampires, à la fraternité des peuples et des hommes, à la justice sociale. Et dans ce monde des travailleurs, des populations laborieuses, voulu et construit pour eux, je vois l'Afrique, notre Afrique, belle, grande, prospère, libre. Pour l'avènement de ce monde, vous trouverez toujours à vos côtés les fières populations africaines, et nous, leurs dirigeants, nous espérons toujours être à la hauteur de leur héroïsme... »

Nouvelles des Unions de Syndicats

DAHOMEY

Les travailleurs du Dahomey viennent de remporter une belle victoire. Devant leur mécontentement sans cesse accru le patronat a été obligé de reculer et de consentir une augmentation importante du salaire des ouvriers.

Les manœuvres obtiennent 128 francs CFA par jour au lieu de 90 francs CFA, soit une augmentation de 42 %, les ouvriers débutants passent de 90 à 162 francs CFA, les ouvriers qualifiés de 160 à 252 francs CFA.

Par contre, les employés de commerce n'ayant pas obtenu satisfaction ont déclenché un mouvement de grève.

GUINEE

L'Administration colonialiste espérait décapiter le mouvement syndical en mutant à Zinder, dans le Niger oriental, notre camarade Touré Sékou, secrétaire général de l'Union des Syndicats.

Mais la réaction des travailleurs a été très vive. Unis, syndiqués C.G.T. et C.F.T.C. ont exigé le maintien de Sékou à Conakry. Notre camarade que l'on voulait faire embarquer le 14 octobre se trouve encore à Conakry et il n'est pas douteux que les travailleurs guinéens garderont Touré Sékou à la tête de leur mouvement syndical.

ILE-DE-LA-REUNION

Une grande bataille est engagée à la Réunion depuis le 2 octobre. Les cheminots, dockers, inscrits maritimes de l'île se sont mis en grève pour leurs légitimes revendications et pour faire échec aux projets gouvernementaux de liquidation du chemin de fer. Cette lutte, menée dans l'union totale de tous les travailleurs : C.G.T., F.O., C.F.T.C., Indépendants, est l'objet de mesures inqualifiables de la part de l'Administration colonialiste. Réquisitions illégales, violations de domicile, emprisonnements, utilisation de spécialistes militaires, état de siège : tout a été employé pour terroriser nos camarades.

Malgré la répression, malgré la défection des dirigeants C.F.T.C., la grève se poursuit entourée de la sympathie de toute la population qui organise activement la solidarité.

Les travailleurs français soutiennent leurs frères réunionnais. En leur nom, le Bureau Confédéral de la C.G.T., les Fédérations des cheminots, des marins, des dockers ont adressé aux grévistes des messages de sympathie et une aide matérielle. De nombreuses délégations sont venues protester auprès de divers Ministres et la C.G.T. a alerté l'opinion publique française par un communiqué spécial.

TUNISIE. — Débrayage dans les mines du Sud

Les mineurs des centres phosphatiers du Sud, de la Compagnie de Gafsa et de la Compagnie de M'dilla ont débrayé à cinq reprises dans le courant d'octobre.

Plus de cinq mille ouvriers représentant 95 % du personnel, sans distinction d'appartenance syndicale, ont pris part au mouvement. Ils revendiquent : le rajustement des salaires sur la base de 65 francs de l'heure pour le manœuvre, la refonte du régime des allocations familiales, la révision des tâches excessives imposées par les compagnies minières.

Les 300 mineurs de Sakiét-Sidi-Youssef — mine contrôlée par la « Penarroya » — sont en grève depuis le 6 octobre pour les mêmes revendications.

Action unie dans les minoteries

Les déchargeurs des minoteries ont débrayé le 17 octobre pour appuyer leurs revendications.

La direction de la Minoterie Centrale a décidé d'accorder 20 % d'augmentation sur tous les tarifs. Les ouvriers demandent les avantages accordés aux céréalistes (voir Bulletin n° 12, p. 3), l'augmentation de la prime de transport et 1 kg de semoule par jour.

Grève d'avertissement des fonctionnaires

Le 25 octobre, les fonctionnaires tunisiens, tous unis, ont effectué une grève d'avertissement de 24 heures. Ils réclament la revalorisation et l'égalité des traitements.

ALGERIE. — Employés et techniciens des A.I.A. et de la D.T.R.A. arrachent un acompte

Après quatre jours de grève, les employés et techniciens de l'A.I.A. n° 1 de Maison-Blanche, de l'A.I.A. n° 2 de Blida et de la D.T.R.A. ont arraché un acompte unique et non hiérarchisé de 8.000 francs à valoir sur la revalorisation générale de leurs salaires.

Victoire des travailleurs des tabacs d'Alger

Après trois semaines d'action unie, les ouvriers et ouvrières des tabacs d'Alger qui avaient déclenché la grève des heures supplémentaires, ont arraché une prime de 3.000 francs.

Les ouvriers boulangers d'Oran obtiennent satisfaction

Après une grève de 21 jours déclenchée à la suite de la non application par les patrons des accords intervenus en août dernier, les ouvriers boulangers d'Oran ont repris le travail le 1^{er} novembre.

Au cours d'une réunion tenue la veille avec les représentants ouvriers, en présence du préfet, la délégation patronale a accepté une augmentation de 20 francs par balle de farine panifiée et donné la promesse formelle d'intervenir auprès de l'Assemblée générale des patrons pour que les 15 francs de plus demandés par les travailleurs soient également accordés. Elle a en outre promis qu'aucun travailleur ne serait licencié pour fait de grève.

CAMEROUN

L'Administration colonialiste amplifie encore la répression contre les militants du mouvement syndical.

À Dschang, nos camarades Simon Tinkin et Grégoire Momo viennent d'être arrêtés pour la deuxième fois en 6 mois. Le prétexte est scandaleux. On les accuse d'avoir fait des faux, soi-disant parce que les dates d'adhésion portées sur certaines cartes syndicales ne seraient pas exactes ! !

Une émouvante lettre de Momo nous décrit les effroyables conditions de leur emprisonnement, dignes des camps de concentration hitlériens :

« La geôle où j'étais enfermé (après sa première arrestation, n. d. l. r.) est une pièce obscure, sans fenêtre, percée d'un petit trou juste pour passer les tubercules un à un... J'urinais sur le sol où j'étais couché : les urines reviennent vers moi, souillent ma natte, ma couverture... La soif me brûlait le cœur... Pour ne pas aggraver ma soif, je ne mangeais plus les tubercules secs qu'on me présentait... etc... »

André Tollet, au nom du Bureau Confédéral, a adressé une lettre de protestation au juge de Dschang et un message de sympathie à nos camarades Momo et Tinkin.

Une belle lettre de notre camarade DONG-SY-HUA

ancien responsable syndical viet-namien aux Nouvelles-Hébrides

C'est avec émotion que nos camarades liront quelques extraits de la lettre de Dong-sy-Hua adressée à A. Tollet :

Viet-Nam, le 18 mai 1950

Cher camarade,

Je ne saurais dire toute la joie et toute l'émotion que j'ai éprouvées en assistant à la réception du camarade Léo FIGUERES, organisée par la Confédération Générale des Travailleurs du Viet-Nam.

... J'ai été heureux de pouvoir clamer, devant une assistance de choix — l'état-major de la classe ouvrière vietnamienne — la reconnaissance des travailleurs d'origine vietnamienne résidant dans le Pacifique Austral envers la classe ouvrière française et sa grande Centrale : « S'il est des lieux où l'on peut réaliser dans toute sa splendeur le haut sentiment de solidarité prolétarienne de la classe ouvrière française, c'est bien dans ce coin perdu du Pacifique Austral où la solidarité des ouvriers de France a fait des travailleurs les plus déshérités de la terre — les travailleurs d'origine vietnamienne des Nouvelles-Hébrides, de la Nouvelle Calédonie et des établissements français de l'Océanie, de véritables esclaves — des hommes libres, des hommes forts participants à la lutte pour l'indépendance de leur nation et à la lutte de l'humanité progressiste pour la paix et la démocratie mondiales. »

La lutte actuelle — héroïque s'il en fut — du peuple français conduit par son avant-garde glorieuse, la classe ouvrière, pour ses intérêts vitaux, pour la paix et la démocratie mondiales, et contre la guerre, spécialement contre la guerre au Viet-Nam, qui va s'amplifiant malgré la répression patronale et gouvernementale, en ajoute à notre dette de reconnaissance.

Au nom des travailleurs d'origine vietnamienne expulsés ou rapatriés du Pacifique Austral au cours des dernières années, et en mon nom personnel, je renouvelle à nos frères de France, à la grande C.G.T. notre organisation mère, aux camarades du Bureau Confédéral National et surtout à toi-même, notre camarade affectionné et plein de sollicitude, l'hommage de notre reconnaissance émue et de notre fidèle attachement.

Les camarades expulsés ou rapatriés du Pacifique Austral font courageusement leur devoir. Nombre d'entre eux sont tombés en héros, entre autres le camarade NGUYEN VAN RU, l'un des membres fondateurs de l'Association des Travailleurs Vietnamiens des Nouvelles-Hébrides, TAHITI-NAKATA torturé à mort dans une des geôles de la Sûreté Fédérale à Haiphong dans les premiers mois de 1948. Je suis fier d'eux. Tu seras toi-même heureux d'apprendre qu'ils méritent de vous, de toi.

En ce qui me concerne, après avoir été trainé de prison en prison, maltraité, torturé, j'ai été mis en résidence surveillée à Hué, où les colonialistes et leurs valets croyaient bien me tenir, la situation de ma famille (une femme jeune, inexpérimentée, quatre enfants en bas âge dont un né en camp d'internement, toujours malades), m'empêchant, pensaient-ils, de m'évader.

J'ai réussi à fausser leur vigilance — tout seul, hélas ! depuis un an —. Et depuis neuf mois (trois mois de route dans les montagnes de la chaîne annamitique pour venir de Hué au Nord Viet-Nam), je suis au département international de la Confédération Générale des Travailleurs du Viet-Nam. J'ai tenu, vois-tu, la promesse que j'ai faite au moment de mon expulsion, de poursuivre au Viet-Nam l'œuvre commencée aux Nouvelles-Hébrides avec ton aide.

... Je te prie de croire, cher camarade, à mon fidèle attachement et à mon entier dévouement.

Très fraternellement.

DONG SY HUA

LE CODE DU TRAVAIL

Le Code du travail pour les T.O.M. viendra en discussion devant l'Assemblée Nationale le 18 novembre.

Il n'est pas douteux que les députés de la majorité, afin de multiplier les pressions sur les députés de la majorité, afin d'obtenir le vote du plus grand nombre possible de dispositions réactionnaires.

Nous pensons qu'il serait très utile que toutes les organisations syndicales et pas seulement celles de la C.G.T., envoient des télégrammes aux groupes parlementaires et aux députés des T.O.M. pour leur faire connaître le sentiment des travailleurs.

LES PAUVRES PEUVENT PAYER !

Au Tchad, l'impôt de capitation, qui frappe tous les africains, vient d'être augmenté de moitié; mais l'impôt sur le revenu qui atteint les plus riches (en fait surtout les européens et les sociétés) voit son taux diminué.

A Madagascar, une taxe dite « de développement » va se répercuter, bien entendu, sur le consommateur, entraînant une hausse des prix; mais l'impôt sur les bénéfices se réduit de moitié, et divers autres avantages très importants sont accordés aux entreprises.

En somme, le but de ces mesures est d'accroître les profits des profiteurs et la misère des miséreux.

A TRAVERS LE MONDE

Macassar — Grève des dockers

La grève des 4.000 dockers de Macassar, dans les îles célèbres, déclarée pour obtenir de meilleures conditions de travail, continue toujours.

Afrique-du-Sud. — Les travailleurs africains privés de l'allocation de vie chère

Les augmentations des primes de vie chère qui entrent en vigueur à partir du 16 octobre, ne seront accordées qu'aux travailleurs gagnant plus d'une Livre par semaine.

Cela signifie que les mineurs, les travailleurs agricoles et les travailleurs domestiques, qui forment la presque totalité de la main-d'œuvre de race noire, seront exclus de la jouissance de cette prime.

La prime de vie chère augmentera de 5 % pour les travailleurs gagnant entre 20 et 25 shillings par semaine et augmentera jusqu'à 30 % pour les travailleurs gagnant plus de 130 shillings par semaine.

Quoique l'augmentation des indemnités de vie chère ne soit pas en rapport avec l'augmentation des prix, elle cherche à favoriser les travailleurs d'origine européenne qui sont ceux qui touchent les plus hauts salaires.